

Yves ROUSSET

La Préfecture  
est en feu!

au bout  
des mots

# SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	9
-------------------	---

## **1<sup>RE</sup> PARTIE ; LA PRÉFECTURE INCENDIÉE**

CHAPITRE 1 .....	13
Les signes avant-coureurs	
CHAPITRE 2 .....	25
Le 1er décembre	
CHAPITRE 3.....	45
La visite présidentielle	

## **2E PARTIE; LA MONTÉE DES TENSIONS**

CHAPITRE 4.....	57
Le départ de Marseille	
CHAPITRE 5 .....	69
La découverte de la Haute-Loire	
CHAPITRE 6 .....	97
L'image du chef ne doit pas être écornée	
CHAPITRE 7.....	119
Les attaques contre l'État	
CHAPITRE 8.....	147
Les amis, réels ou supposés, de Laurent Wauquiez	
CHAPITRE 9.....	161
Les infrastructures routières	

### 3E PARTIE ; LES TENSIONS S'EXACERBENT

CHAPITRE 10 .....	173
Les suites de la visite présidentielle	
CHAPITRE 11.....	181
La crise éclate	
CHAPITRE 12 .....	215
La cérémonie des vœux	
CHAPITRE 13 .....	223
Un tribunal populaire	
CHAPITRE 14 .....	247
Les tensions deviennent publiques	
CHAPITRE 15 .....	255
Le départ du Puy-en-Velay	
CHAPITRE 16 .....	265
L'arrivée à Blois	
CHAPITRE 17 .....	271
Conclusion	
ANNEXES.....	280



## AVANT-PROPOS

---

Comme un grand nombre d'entre nous, je découvre ce matin du 7 janvier 2021, les images qui nous parviennent des États-Unis. L'occupation du Capitole par les soutiens du président Trump, et la description qui en est faite me renvoie immédiatement, comme un écho, toutes proportions gardées, à la situation vécue au Puy-en-Velay un peu plus de deux ans avant.

Le nombre de similitudes est important.

Après avoir été chauffés par un responsable politique habitué, par les propos qu'il tient régulièrement, à attiser le rejet et la haine, une foule hétéroclite de quelques milliers de manifestants, marche sur un bâtiment public représentant le pouvoir honni. Quelques centaines d'entre eux, un peu stupéfait de leur propre audace, enthousiastes, pénètrent l'édifice et clament leur victoire. La police, qui assure la sécurité du bâtiment, est nettement en infériorité numérique. Elle fait face à une foule de manifestants surexcités qui sont engagés pour entrer dans l'enceinte. Même si cette victoire se révèle être de courte durée puisqu'ils sont, finalement, évacués par les forces de l'ordre.

Les images, stupéfiantes, relayées par les médias, font le tour du monde. Celles-ci provoquent une réprobation quasi unanime des événements par les politiques, toutes tendances confondues. L'homme politique qui a alimenté le discours légitimant ces actes, finit, sous la pression, quelques jours plus tard, par demander le retour au calme sans jamais condamner les violences.

Cette description peut parfaitement convenir pour l'assaut du capitol, comme pour l'attaque de la préfecture de Haute-Loire. Mais les proportions doivent être gardées. L'attaque du Parlement américain n'est pas l'attaque d'une préfecture. Le président des États-Unis qui appelle à l'insurrection après avoir perdu les élections n'est pas le président d'une assemblée régionale, qui, détestant l'État, mais aspirant à en devenir le chef, convoque ses soutiens pour manifester devant la représentation de l'État sur le département. Un membre des forces de l'ordre a perdu la vie dans l'attaque du Parlement américain, ce qui fort heureusement n'est pas le cas, bien que l'on ait été très proche de cette situation au Puy-en-Velay. Enfin, si, nous l'apprendrons plus tard, l'ex-président des États-Unis a explicitement appelé à l'insurrection, ce n'est pas le cas de Laurent Wauquiez qui s'est contenté de messages symboliques. Il n'y a pas eu, au Puy-en-Velay, en décembre 2018, d'appel à brûler la préfecture, mais le climat instauré dans le département des mois durant a, à mes yeux, contribué à provoquer à ce résultat. L'homme fort de Haute-Loire, n'agissant que dans son intérêt propre, affichant son mépris pour l'État, a seulement cherché à s'appuyer sur une colère sociale pour dénoncer l'action du gouvernement et développer des positions populistes.

Restent dans les deux cas, après de telles journées noires, un double sentiment de déshonneur et de honte.

Dans l'histoire, il y a peu — peut-être même n'y en a-t-il pas ? — de révoltes populaires, d'événements laissant s'exprimer une violence collective, qui ne soit précédée de discours légitimant cette violence

Le 1er décembre 2018, dans plusieurs chefs-lieux de département en France des scènes de violences sont observées. À Paris, le saccage de l'Arc-de-Triomphe, à Avignon, Charleville-Mézières Troyes et dans d'autres départements, des préfectures sont assiégées, parfois leurs cours envahies par des manifestants vêtus de gilets jaunes pour le troisième samedi de mobilisation d'un mouvement important et populaire.

En Haute-Loire, au Puy-en-Velay, la préfecture attaquée sans cesse depuis le tout début d'après-midi est incendiée vers 18 heures. Les pompiers sont empêchés d'approcher, et la foule hurle sa volonté de voir brûler les occupants. La situation est singulière. La France entière découvre à la télévision les images de la première préfecture incendiée par le peuple depuis la Libération.

Qu'est-ce qui fait que ce département se soit à ce point distingué de cette bien mauvaise manière ?

Pour certains, l'explication est simple. Ainsi un adjoint au maire de la ville, venant avec quelques dizaines de badauds constater les dégâts le lendemain dimanche 2 décembre devant la préfecture, donne son analyse à un journaliste sous couvert de l'anonymat. La faute en incomberait au « préfet politique » en place depuis septembre de l'année précédente. L'incendie aura au moins un avantage, « ce préfet partira ainsi plus vite », et ce proche de Laurent Wauquiez s'en félicite.

Le préfet en question ne partage pas cette analyse. Il considère même que les incessantes et violentes attaques faites contre l'État dans ce département par une poignée de responsables politiques dirigés par l'ancien maire de la ville, président du Conseil régional, ont alimenté assez largement la haine qui s'est exprimée ce 1er décembre 2018.

J'ai décidé, désormais à la retraite et disposant d'une plus grande liberté d'expression, de porter à la connaissance du grand public ma lecture des faits qui se sont déroulés lors de cette journée noire, mais aussi, certains des événements qui ont émaillé les presque deux ans qu'ont duré mon mandat de préfet du département de Haute-Loire.

*La Préfecture est en feu !*

**1<sup>re</sup> partie**

**LA PRÉFECTURE INCENDIÉE**



## CHAPITRE 1

---

### Les signes avant-coureurs

Ce samedi-là aurait dû ressembler à un autre, à l'image de ceux qui l'ont précédé. Cette journée restera pourtant gravée dans ma mémoire et dans celle de ceux qui l'ont partagé avec moi. Quand je repense à ce 1er décembre 2018, un trouble m'ôteint. Lorsqu'on évoque cette journée, mes pensées se dirigent immédiatement vers les femmes et les hommes qui m'entouraient alors, leur courage et leur abnégation provoquent toujours en moi une vague d'émotion qui me submerge.

Ce jour-là, par l'attaque et l'incendie de la préfecture, c'est la République et le symbole de l'État qui étaient souillés, certains voulaient même le détruire et s'y sont employés. Comme à Paris au même moment, les manifestants s'attaquaient à l'Arc de Triomphe et au symbole républicain qu'il représente, Le Puy-en-Velay a connu une journée de haine au cours de laquelle la volonté de tuer s'est exprimée dans les mots et les actes.

Si tout le territoire français a subi les manifestations des Gilets jaunes, au Puy-en-Velay elles ont pris une dimension autre. Le fait que le président du Conseil régional et certains parlementaires du département expriment, chaque semaine au cours des cérémonies publiques, des attaques systématiques contre l'État, fondées parfois sur de fausses informations a libéré une nouvelle forme

d'énergie dangereuse. Celle-ci a largement dépassé en intensité ce que l'on a pu voir ailleurs.

Le soutien clair et sans faille apporté aux Gilets jaunes par les politiques locaux le 17 novembre avec l'appel au rassemblement orchestré par la mairie et la distribution de boissons chaudes en atteste. De même, le 24 novembre, l'organisation de la gratuité des parkings municipaux, Laurent Wauquiez revêtant le gilet jaune devant la préfecture, avant de tenter de négocier le déplacement d'un feu allumé par des manifestants devant la préfecture, sont sans ambiguïté. Les encouragements sont sans mesure, et la condamnation des violences commises au cours des manifestations totalement absente.

Ce jour-là, la montée en puissance de toutes ces tensions, ces rancœurs, s'est traduite par l'attaque de la préfecture, représentation de l'État sur le département. Quoi de mieux, en effet, quand on veut salir les symboles de la République et marquer les esprits ? D'aucuns diront, et c'est exact, que ce n'est pas un responsable politique qui a tenu les allumettes ayant enflammé la préfecture.

Des signes avant-coureurs de fortes tensions étaient apparus au cours des deux semaines précédentes.

Le mouvement des « Gilets jaunes » est parti nationalement de deux chauffeurs routiers et d'une vendeuse en ligne de cosmétiques, tous originaires de Seine-et-Marne. Les deux amis et la jeune femme ne se connaissent pas, ils relaient réciproquement les messages publiés sur les réseaux sociaux. Ceux-ci rencontrent une adhésion importante, et l'appel à bloquer les routes le 17 novembre est repris et amplifié. Un mécanicien de Narbonne propose aux automobilistes en colère de déposer un gilet jaune sur leur tableau de bord pour montrer leur soutien au mouvement. Le symbole est fort, le gilet est obligatoire, chacun en dispose, il rend visible. C'est même sa fonction initiale.

Répondant à cet appel sur les réseaux sociaux, à la mi-novembre, comme partout en France, plusieurs centaines de Gilets jaunes se rassemblent sur des ronds-points du département, autour du Puy-en-Velay, à Brioude, Yssingeaux et Monistrol et le long de la nationale, à des endroits clefs. Ils organisent des barrages filtrants. Une première manifestation est prévue le samedi 17 novembre dans l'après-midi dans chacune des villes chef-lieu d'arrondissement.

À la veille de cette première manifestation inédite en France, en accord ou à la demande de Laurent Wauquiez, le maire du Puy, déclare publiquement son soutien au mouvement.

Dans la presse, il justifie cette position en affirmant que lui aussi est hostile à l'augmentation du prix de l'essence et des taxes de toutes sortes. Pour compléter sa démonstration, il ajoute, afin d'être dans la ligne des mantras de son guide régional, que la baisse des dotations de l'État aux collectivités ajoute à son courroux. Pas de chance, les dotations de l'État pour la ville du Puy-en-Velay ont augmenté entre 2017 et 2018. Je rédige et remets au maire en mains propres un court communiqué indiquant le montant de la dotation globale de fonctionnement attribuée à la ville par l'État sur ces deux années soulignant ainsi le montant, de 164 457 euros, et le pourcentage, + 3,46 % d'augmentation constatée. La presse locale se fait, bien sûr, l'écho de cette prise de position. La commère titre<sup>1</sup> : « Le préfet tacle le maire du Puy », l'Éveil<sup>2</sup> « le préfet recadre le maire du Puy ». Je réentendrai parler de cette petite polémique qui n'a pas l'heur de plaire au grand chef !

Toujours est-il que c'est à ce titre que le maire invite les Gilets jaunes à se regrouper devant la Préfecture pour « un moment de convivialité autour d'une boisson chaude » ce samedi. Laurent Wauquiez fait savoir qu'il participera au mouvement de contestation et sera présent avec les manifestants. Le 17 novembre à 15 heures, les manifestants sont invités à échanger avec les élus,

---

1 La Commère<sup>43</sup>, « Gilets jaunes : le préfet tacle le maire du Puy, article non signé, mardi 13 novembre 2018

2 L'Éveil de Haute-Loire, « le préfet recadre le maire du Puy », Julien BONNEFOY, mercredi 14 novembre 2018..

non devant la mairie, mais sous les fenêtres de la préfecture ! Le maire ne manque pas de poster sur Facebook : « N'oubliez pas votre gilet jaune » ! Je suis informé par la presse, ce que j'apprécie peu.

Pour l'acte I des Gilets jaunes, pendant que près de deux mille d'entre eux manifestaient sur certains carrefours et se rendaient sur la RN88 pour bloquer la circulation, cent cinquante à deux cents personnes se réunissaient place du Breuil, répondant ainsi à l'appel de la mairie : chocolat chaud et brioches sont offerts par le maire. Laurent Wauquiez n'apparaît pas sur les invitations, mais en est bien sûr l'instigateur. Il parade au centre d'un groupe de partisans et sympathisants LR.

La mairie a bien fait les choses : tous les véhicules municipaux sont tenus d'arborer, sur le tableau de bord, le fameux gilet, certains fonctionnaires municipaux ont été sommés d'être présents pour faire nombre, les conseillers municipaux du Puy et les élus et militants républicains (LR) du département sont mobilisés pour l'occasion. Peu de « vrais » Gilets jaunes, les autres sont ailleurs. Ils ont refusé la récupération politique comme ils l'ont déclaré publiquement la veille. En revanche, les participants ont apporté leurs vêtements fluo qu'ils revêtent pour la plupart. Laurent Wauquiez est venu se fondre au milieu d'une foule d'amis. Il est tout sourire au milieu des siens. Normal, il est en terrain conquis, dans son fief et peut apporter son soutien au mouvement sans craindre le moindre débordement populaire.

La presse locale<sup>3</sup> ne s'y trompe pas, qui titre<sup>4</sup> : « Sur le Breuil, Laurent Wauquiez aux côtés de « ses » Gilets jaunes ».

Le Canard enchaîné du 21 novembre 2018 non plus, qui épingle le président du Conseil régional :

3 L'Éveil de Haute-Loire, « Gilets jaunes : Laurent Wauquiez manifesterà en Haute-Loire samedi », Julien BONNEFOY, mercredi 14 novembre 2018

4 L'Éveil de la Haute-Loire, « Sur le Breuil, Laurent Wauquiez aux côtés de « ses » gilets jaunes », Christophe DARNE, mardi 20 novembre 2018.



Les manifestants n'ont pas rejoint les élus. La plus grande majorité d'entre eux étaient sur les ronds-points. Le peu de « vrais Gilets jaunes » mobilisés au Puy-en-Velay a préféré organiser un cortège dans la ville.

Le même après-midi, je visite plusieurs ronds-points, accompagné du seul colonel de gendarmerie. L'accueil est assez frais, mais que le préfet vienne à leur rencontre, sans garde rapprochée particulière, satisfait les manifestants ; l'échange est possible, l'écoute positive. Au premier rassemblement la discussion s'engage sur le rond-point. On parle fort, la colère est palpable : le sentiment d'abandon, d'isolement, la volonté d'être écouté s'expriment avec force. Je suis interpellé sèchement et je dois à plusieurs reprises reprendre l'un ou l'autre de mes interlocuteurs. Pour certains, le préfet gagne plusieurs centaines de milliers d'euros par an, ne sort pas de sa préfecture ; c'est un nanti qui ne peut les comprendre. Hormis quelques excités, le dialogue s'engage, je leur dis ce que je fais. Je rencontre ici beaucoup de personnes en grande difficulté financière, demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aide sociale, du RSA notamment. Ce sont les hommes qui parlent et parfois crient, quelques femmes sont là aussi, moins nombreuses

à prendre la parole pour exprimer leur détresse, travail à temps partiel, faibles rémunérations et difficultés à se voir payer les pensions alimentaires dues par les pères de leurs enfants ; elles sont pourtant en nombre significatif, même si elles ne sont pas majoritaires dans le groupe.

Le second rond-point est un peu différent. Quelques hommes clairement éméchés sont écartés par les leaders du lieu. Ils m'entraînent à l'écart et c'est autour d'un café que la discussion s'engage avec une douzaine d'entre eux. Ce sont des artisans, de petits patrons qui se disent étranglés par les taxes, qui ne peuvent vivre décemment de leur travail : les crédits que l'on ne peut plus payer, la fiscalité trop lourde, les réformes qui ne font que les écraser sont décrits.

Dans cette discussion ouverte, je montre de l'empathie. Bien sûr, je ne peux être en accord avec ceux qui hurlent contre le président et la vaisselle élyséenne, ou contre les parlementaires qui « gagnent trop et ne font que dormir durant les séances à l'Assemblée et au Sénat », pas plus qu'avec ceux qui voudraient que l'on supprime les aides sociales aux « fainéants » alors qu'eux se tuent au travail... mais d'autres arguments sont recevables.

Je n'ai pas toujours été préfet. Je suis issu d'un milieu modeste et je connais la misère. Je l'ai côtoyée lorsque éducateur au ministère de la Justice, dans la boucle nord des Hauts-de-Seine, je sillonnais les cités de Villeneuve-la-Garenne, Gennevilliers, Colombes ou Nanterre, ou bien qu'à Marseille j'aidais les populations les plus déshéritées. Au bout de quelques minutes d'échanges, je crois que je suis parvenu, à chaque fois, à être respecté plus pour ce que je suis que pour ce que je représente.

Il y a autre chose qui me trouble dans ces rencontres. Comme ancien militant syndicaliste, je reconnais les signes d'une solidarité en construction. J'ai souvent été témoin de ce sentiment que l'on retrouve dans les conflits sociaux, sentir la force du groupe et le plaisir d'être ensemble dans un même but. Pour beaucoup

de Gilets jaunes rencontrés, il s'agissait de leur première action collective et les montées d'adrénaline qui accompagnent la forte solidarité ressentie lors des premiers combats étaient palpables.

En les quittant, j'éprouve deux sentiments contradictoires. D'une part, je vois un mouvement en devenir, en train de monter par l'engagement de ses acteurs, et en même temps, l'inorganisation de cette mobilisation qui, si elle n'évolue pas, ne trouvera pas de débouchés. Mes fonctions syndicales m'ont également appris cela : lorsqu'on s'engage dans un conflit, il faut avoir une idée des moyens d'en sortir, et en particulier de ce que l'on peut obtenir ou non par la négociation. J'ai tenté, à plusieurs reprises, d'interroger mes interlocuteurs sur ce qui pourrait changer localement pour les satisfaire dans le département ; mes sollicitations n'ont pas eu de réponse, me rendant impuissant à rechercher des avancées locales.

Le samedi suivant, le 24 novembre, lors de « l'acte II » des Gilets jaunes, c'est jour de fête au Puy. En effet, la course mythique, « la Corrida du Puy-en-Velay » doit s'élancer, comme tous les ans, depuis la place du Breuil, transformée pour l'occasion en grande fête du running, pour deux tours de 3,5 kms en plein cœur des rues commerçantes.

Cette manifestation sportive est organisée par un particulier, responsable d'un magasin de sport de la ville, qui a beaucoup investi dans l'événement. L'épreuve a été déclarée en mairie et en préfecture. On attend près de sept cent cinquante participants pour la course costumée de 7,5 kilomètres en ville, et le public qui accompagne les coureurs.

La compétition est ouverte à tous, petits et grands ; une façon, pour ceux qui ne la connaissent pas ou mal, de redécouvrir une ville chargée d'histoire et de profiter de son patrimoine.

La ville est en ébullition ! La fête débute par la course des plus jeunes dans une ambiance bon enfant. Si tous les Ponots ont le cœur en fête, moi, je veille. En effet, la deuxième manifestation des Gilets jaunes est prévue ce samedi-là, comme l'habitude sera prise pour les semaines, les mois à venir, ce que nous ignorons encore. Dans l'après-midi, l'espace sportif cohabite avec les Gilets jaunes, qui après avoir déambulé dans la ville et tenté de bloquer certaines grandes surfaces alentour, reviennent sur la place du Breuil, devant la préfecture. Ce sera le point de ralliement, l'après-midi durant, entre deux déambulations en ville.

C'est lors d'un de ces regroupements des quelque cinq cents manifestants que Laurent Wauquiez et ses proches font une apparition et se mêlent au rassemblement. C'est l'occasion pour le président de l'assemblée régionale de revêtir un gilet jaune sur sa parka rouge, manifestant ainsi son adhésion au mouvement et son soutien aux manifestants. La presse locale en témoigne, et une photo de l'événement est publiée sur le site de *La Commère*. Quelques jours plus tard, Laurent Wauquiez niera l'événement sur France 2.

Alors qu'au même moment, à Troyes, les « Gilets jaunes » enfoncent les grilles de la préfecture et envahissent la cour de la préfecture de l'Aube, au Puy-en-Velay, les manifestants improvisent le blocage d'une station essence, se dirigent ensuite vers un supermarché en périphérie de la ville. Là, ils se disputent. Un début de bagarre est constaté, les policiers calment le jeu. Peu après dix-sept heures, quelques-uns d'entre eux allument un feu devant la préfecture. Le service d'incendie et de secours appelé ne peut approcher. Une première intervention des forces de l'ordre est nécessaire afin de les repousser et permettre aux sapeurs-pompiers de faire leur travail. Le paysage a changé : de sportifs amateurs nous sommes passés à quelques militants politiques et autres énergumènes, dont certains fortement alcoolisés reviennent en force pour allumer et alimenter un nouveau foyer qui ne cesse de grossir. Ils sont entourés d'une bonne centaine de manifestants qui regardent ou, pour certains, amènent du combustible (car-



tons, poubelles, palettes, etc.). Sur la place se mêlent sans grande distinction, quelques Gilets jaunes, des sportifs et leurs accompagnants qui se préparent pour l'épreuve à suivre.

En effet, les festivités de la Corrida sont loin d'être terminées et une prochaine course, des adultes cette fois, est prévue à dix-neuf heures.

Les policiers et gendarmes ne sont pas très nombreux et intervenir une seconde fois pour éteindre le feu, au milieu d'une foule dont on ne sait si elle peut se révéler hostile, n'est pas simple. Je décide, avant de donner l'ordre d'agir, d'attendre l'arrivée de renforts de la gendarmerie. Un rapport de force favorable a toujours, en matière d'ordre public, des vertus apaisantes, et je veux m'assurer du succès de la manœuvre.

Dans l'attente des renforts de gendarmerie venant d'Yssingeaux et de Brioude, je fais contacter l'organisateur et exige qu'il reporte le départ de la course de dix-neuf heures à vingt heures, afin de ne pas faire se dérouler l'épreuve sportive au milieu d'une manifestation et d'un feu, la grande proximité des deux événements présentant un risque potentiel. J'ai le sentiment de prendre la seule décision raisonnable qui s'impose ; c'est compter sans l'un des coureurs, dont j'ignore encore, à ce moment-là, la présence.

À peine cette décision est-elle prise, qu'une première intervention de la cheffe de cabinet du maire du Puy-en-Velay est faite auprès de mon équipe. Elle demande de ne pas retarder le départ de la course, mais je reste ferme. C'est à ce moment que j'apprends que Laurent Wauquiez fait partie des coureurs. Le président s'impatiente, ce qui a justifié l'intervention de la collaboratrice du maire. Celle-ci, sans nous en informer, propose alors à l'organisateur de prendre la parole, ce qu'il fait, pour demander aux manifestants de déménager leur feu place Michelet, à trois cents mètres, afin d'éviter l'annulation de la course ... On rêve ! Ils proposent tout simplement de déplacer le trouble afin que le grand chef puisse courir comme il l'avait prévu. La manœuvre ne fonctionne pas, et ce sont les manifestants eux-mêmes qui, exigeant la garantie qu'on les laissera faire plus loin, refusent le compromis. Je ne l'aurais de

toute façon pas accepté. Quelques minutes plus tard, le président du Conseil régional me contacte lui-même par le standard de la préfecture. « *Il faut maintenir le départ de la corrida !* » Il me déclare qu'il doit être informé de tout ce qui se passe dans « sa » ville, et ne comprend pas mon attitude. Je lui indique que je ferai le maximum pour que la course puisse s'élaner normalement, mais que dans le cas où les conditions ne seraient pas réunies, je la ferai reporter ou annuler. J'ajoute avec fermeté que l'ordre public relève de la compétence du préfet et que cette compétence ne se partage pas. Je prends mes décisions et les assume. Mes derniers mots n'ont pas l'air de lui convenir, mais il est contraint d'attendre.

Les renforts attendus, en particulier le peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG) d'Yssingeaux, arrivent à 19 h 10. Dix minutes plus tard, l'évacuation du deuxième feu et de la quarantaine de personnes devant la préfecture se déroule sans difficulté, les forces de police et de gendarmerie réunies s'avèrent dissuasives. Les pompiers éteignent le feu à 19 h 35, tandis que quelques dizaines de personnes continuent à palabrer avant de se disperser.

Vingt heures, la course peut s'élaner... Quelques minutes avant, nouvel appel de Laurent Wauquiez pour me remercier. C'est rare. Sans doute est-il sensible au fait que je contribue à l'atteinte de son objectif, sportif cette fois ? J'apprécie...

Le maire de la ville, Michel Chapuis, m'adresse le soir même un message :

*« M. le préfet, peut-être me trouvez-vous bien absent face aux dégradations des Gilets jaunes et des perturbations engendrées dans la ville. Il se trouve que j'ai été à nouveau indisponible pour une raison indépendante de ma volonté.*

*Ces problèmes m'ont tenus éloigné du terrain et après je reprendrai mes activités*

*Dans l'attente de vous revoir MC ».*

\*

Le dimanche 25, je décide l'évacuation du rond-point de Lachamp, occupé depuis le 17 novembre. Ses occupants, ayant une propension forte à une alcoolisation excessive, ont multiplié les incidents. Fermant le carrefour à la circulation, imposant des « sanctions » aux automobilistes qui n'arboraient pas le vêtement fluo sur leur pare-brise ou n'afficheraient pas leur solidarité, demandant parfois de l'argent aux conducteurs, multipliant les incidents avec les Gilets jaunes « concurrents » du carrefour voisin, cette zone présente toutes les apparences d'une future ZAD<sup>5</sup>, et se distingue nettement des huit autres sites occupés sur le département.

Au cours de la semaine qui suit, je retourne à la rencontre des personnes qui occupent toujours certains des ronds-points du département. Ceux de « Blavozy », qui se sont battus avec les précédents, viennent crier leur colère devant la préfecture le mardi. Le vendredi, la communauté d'agglomération annonce les transports gratuits pour le lendemain, la mairie pour n'être pas en reste déclare une opération « parkings gratuits » dans la ville du Puy. Le « cadeau » est présenté comme devant faciliter la venue des Gilets jaunes du département et tenter de protéger par anticipation le matériel urbain lié au stationnement. En réalité, c'est un nouveau message de soutien qui est lancé.

Les incidents du samedi 24 novembre étaient sans grande gravité, mais l'annonce d'un rassemblement important de plusieurs milliers de personnes pour le 1er décembre nous incite à préparer soigneusement cette journée. Je demande dès le début de semaine au préfet de zone<sup>6</sup> le renfort d'une unité de forces mobiles (CRS

---

5 Zone à défendre

6 La zone de défense est située à la préfecture de Lyon et placée sous l'autorité du préfet de région. C'est à ce niveau que sont répartis les moyens mis à disposition de la région par le ministère.

ou gendarmes), mais les moyens sont limités et les besoins pour les manifestations prévus dans d'autres grandes villes de la région très importants. Nous devons faire face avec les effectifs du département.

La semaine se passe ensuite assez tranquillement, mais dès le jeudi nous préparons l'épisode du samedi suivant.

## CHAPITRE 2

---

### Le 1er décembre

**É**chaudé par la fin de manifestation du samedi précédent, dont j'avais bien pris la mesure, je m'étais organisé en conséquence au cours de la réunion de préparation avec les forces de l'ordre. L'absence de renfort extérieur nous impose de nous préparer avec les seuls policiers et gendarmes du département.

Nous prévoyons deux phases. En début d'après-midi, la police assurera la défense de la préfecture avec, si besoin, en renfort le PSIG de la compagnie du Puy. La mobilisation d'autres fonctionnaires de police ordinairement au repos est prévue à partir de 16 h, pour renforcer la fin d'après-midi. Les gendarmes de Brioude et d'Yssingaux, mobilisés en premier rang pour accompagner les manifestations locales, rejoindront la préfecture vers 17 h pour aider à la gestion de la fin de la manifestation.

Par ailleurs, dès le vendredi, il a été demandé aux services de la municipalité d'évacuer les abords de la préfecture de tout ce qui pourrait être utilisé comme projectile ou combustible.

Le jour venu, je me rends de bonne heure, comme chaque samedi, faire un tour au marché. J'aime ces moments de rencontre avec les commerçants et les Ponots. La plupart ne me reconnaissent pas, les autres me saluent discrètement. Quelques-uns m'interpellent, toujours respectueusement. J'aime cette proximité humaine qui

enrichit ma fonction. Les échanges sont vrais, authentiques, les poignées de mains franches. Sur le chemin du retour, et après un arrêt à la boulangerie pour acheter le pain du petit déjeuner et autres viennoiseries destinées à ceux qui, quelques dizaines de minutes plus tard s'installeront au Centre opérationnel départemental COD<sup>7</sup>, je m'aperçois que plusieurs objets (poubelles, palettes de bois...) et du mobilier urbain (plots et panneaux de signalisation mobiles, barrières Vauban...) susceptibles de servir de projectiles sont encore présents aux alentours de la préfecture. Les incidents de la semaine précédente me dictent la prudence. Je fais rappeler à la mairie la nécessité de retirer ces objets et de nettoyer la place. Des équipes sont mobilisées et le nettoyage est fait, à l'exception, notable, de plusieurs dizaines de barrières Vauban.

À 9 heures, j'ouvre le COD. Sont présentes une douzaine de personnes : policiers, gendarmes, sapeurs-pompiers, un représentant de la police municipale ainsi que des personnels de la préfecture ; mes viennoiseries sont appréciées !

Le COD est situé au troisième étage de la préfecture. C'est une salle d'une quarantaine de mètres carrés équipée de tous moyens de communication. Le pourtour est constitué de postes de travail pour chaque intervenant invité à rejoindre le centre en cas de crise. Chacun dispose d'un téléphone fixe, avec numéro dédié, d'un ordinateur portable intégrant l'ensemble de la documentation nécessaire pour gérer une crise (plans de secours, coordonnées de correspondants, cartes...), et d'équipements pour les liaisons radio avec leurs troupes. Les partenaires permanents, policiers, gendarmes, sapeurs-pompiers sont toujours présents. Ils peuvent être accompagnés, selon la nature de la crise, de l'agence régionale de santé, de la direction départementale des territoires, de la direction des routes, ou de tout autre intervenant dans la crise considérée (protection civile, association de transmission par ondes courtes...). Leur tâche est d'assurer la transmission

<sup>7</sup> Le Centre opérationnel départemental est un outil de gestion de crise à disposition du préfet qui l'active quand un événement majeur a lieu dans son département et nécessite des mesures de direction et de coordination renforcées des acteurs concernés par l'événement.